



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ÉNERGIE, NUMÉRIQUE, TRANSPORT, SANTÉ...

N° 2023-29 du 25 août 2023

## SOMMAIRE

### Commerce et sanctions

1. Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud tiennent un sommet trilatéral à Camp David
2. La Représentante américaine au Commerce effectue une tournée en Asie pour le sommet du G20
3. Les États-Unis et Taiwan conduisent une nouvelle session de négociations commerciales
4. Le Département américain du Commerce adopte des mesures anti-contournement dans le secteur des panneaux solaires

### Climat – énergie – environnement

5. Le Président Biden et ses administrations célèbrent le premier anniversaire de l'Inflation Reduction Act
6. L'EPA publie son plan quadriennal et affiche ses priorités
7. Les États-Unis, le Japon et de la Corée souhaitent approfondir leur collaboration sur la filière des minéraux stratégiques
8. L'administration fédérale apporte son soutien aux communautés touchées par les incendies à Hawaï

### Industrie

9. La Maison-Blanche célèbre le 1<sup>er</sup> anniversaire de l'IRA

***Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).***

# Commerce et sanctions

## 1. Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud tiennent un sommet trilatéral à Camp David

Les dirigeants des trois pays se sont réunis le 18 août à l'occasion d'un sommet à Camp David, ouvrant la voie à une « nouvelle ère » de partenariat trilatéral selon le communiqué [publié](#) par la Maison-Blanche. Outre les partenariats annoncés dans les domaines diplomatique et militaire, ce sommet a donné lieu à plusieurs annonces de coopération dans les domaines économique et technologique.

Selon la fiche factuelle [publiée](#) en marge du sommet, les trois pays se sont engagés à mettre en place un système d'alerte précoce permettant d'identifier les risques de pénuries dans certaines chaînes d'approvisionnement et de se prémunir contre les actes de coercition économique (le communiqué citant plus spécifiquement les secteurs des minerais critiques et des batteries, cf infra, point 7).

Washington, Tokyo et Séoul ont également annoncé la création d'un réseau de protection des technologies de rupture qui devrait se matérialiser par des échanges entre la *Disruptive Technology Strike Force* des Départements de la Justice et du Commerce américains [voir [Flash Accents du 24 février 2023](#)] avec leurs homologues coréens et japonais. Les trois pays s'engagent aussi à renforcer leur coopération en matière de contrôle-export afin d'empêcher le détournement de technologies à des fins militaires ou de double usage.

Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont enfin réaffirmé leur soutien à la poursuite des négociations du cadre économique indopacifique (IPEF), dont les négociations doivent reprendre le mois prochain en Thaïlande en vue de parvenir à un accord d'ici le prochain sommet de l'APEC en novembre prochain à San Francisco.

## 2. La Représentante américaine au Commerce effectue une tournée en Asie pour le sommet du G20

La Représentante américaine au Commerce K. Tai a entamé le 20 août une visite en Asie. K. Tai s'est d'abord rendue en Indonésie pour la réunion des ministres du commerce de l'ASEAN, en marge de laquelle elle a notamment [échangé](#) avec son homologue indonésien Z. Hasan. La Représentante américaine au Commerce s'est ensuite rendue en Inde pour la réunion des ministres du commerce du G20. Dans ce cadre, K. Tai s'est [entretenu](#) avec le ministre français du commerce O. Becht, avec

lequel elle a évoqué les négociations entre l'Union européenne et les États-Unis visant à parvenir à un accord sur les minerais critiques ainsi qu'à un accord sur l'acier et l'aluminium durables. Sur ce dernier point, K. Tai a souligné « l'importance de parvenir à un accord de haut niveau qui aborde de manière substantielle l'intensité de carbone dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium et les questions liées à la production excédentaire non-marchande ». La Représentante américaine au Commerce a également [évoqué](#) ces sujets avec le Vice-président de la Commission européenne V. Dombrovskis, et [échangé](#) sur les perspectives de réforme de l'OMC avec sa directrice générale N. Okonjo-Iweala. K. Tai conclura son déplacement le 26 août par une visite à New Delhi où elle devrait s'entretenir avec plusieurs représentants du gouvernement et dirigeants d'affaires indiens.

## 3. Les États-Unis et Taïwan conduisent une nouvelle session de négociations commerciales

Après la conclusion d'un premier accord commercial en juin dernier [voir [Flash Accents du 26 mai 2023](#)], les États-Unis et Taïwan ont entamé du 14 au 18 août un nouveau cycle de négociations dans le cadre de leur « Initiative sur le commerce du 21<sup>ème</sup> siècle », lancée en juin 2022. Cette session de négociations a [porté](#) sur les questions agricoles, de droit du travail et d'environnement.

La conduite de ces négociations commerciales avec Taïwan fait l'objet d'une attention particulière du Congrès, qui a récemment adopté un projet de loi visant à approuver l'accord conclu en juin, tout en requérant une plus grande consultation du Congrès pour les prochaines étapes de négociation [voir [Flash Accents du 16 juin 2023](#)]. Si le président J. Biden a signé cette loi le 7 août, il a également [publié](#) un communiqué indiquant que son administration considérera certaines dispositions de la loi comme non-contraignantes si celles-ci venaient à empiéter sur son autorité constitutionnelle.

Le lancement de ce nouveau cycle de négociations est par ailleurs intervenu alors que le vice-président taïwanais et candidat aux prochaines élections présidentielles W. Lai a effectué le 12 août un transit par le sol américain pour se rendre au Paraguay, où il devait assister à l'entrée en fonctions du nouveau président S. Peña.

#### 4. Le Département américain du Commerce adopte des mesures anti-contournement dans le secteur des panneaux solaires

Le Département américain du Commerce a [publié](#) le 18 août le résultat final de son enquête sur le contournement, par des entreprises du Cambodge, de Malaisie, de Thaïlande et du Vietnam, des droits de douanes imposés par les États-Unis sur les importations de cellules et modules photovoltaïques en provenance de Chine. L'enquête avait débuté en février 2022, à la suite d'une plainte initiée par un fabricant de panneaux solaires basé en Californie et avait donné lieu à la publication de conclusions préliminaires par le Département du Commerce en décembre 2022. Les conclusions définitives confirment l'existence de pratiques de contournement de la part de plusieurs entreprises dans ces quatre pays, ouvrant la voie à l'imposition de droits de douane additionnels sur leurs exportations vers les États-Unis. Ces mesures ne seront toutefois pas mises en œuvre avant juin 2024, date à laquelle doit échoir le moratoire de deux ans adopté par le Président Biden en juin 2022 sur l'imposition de tous nouveaux droits de douane sur les importations de composants de panneaux solaires en provenance d'Asie du Sud-Est. Un tel délai doit permettre aux États-Unis de disposer de capacités de production nationales suffisantes dans ce secteur, notamment sous l'effet de l'adoption de l'*Inflation Reduction Act* [[voir Flash Accents du 28 avril 2023](#)].

##### Brèves

- Le 22 août, le Département américain du Commerce a [annoncé](#) la visite en Chine de la

Secrétaire américaine au Commerce G. Raimondo, du 27 au 30 août. Elle devrait s'entretenir à cette occasion avec plusieurs représentants de l'administration chinoise et dirigeants d'entreprises américaines établies en Chine.

- Le 17 août, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) quatre citoyens russes accusés pour avoir pris part à la tentative d'empoisonnement de l'opposant politique A. Navalny en 2020.
- Le 17 août, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux milices armées et trois individus syriens accusés d'avoir contribué à des actes de violation des droits humains en Syrie.
- Le 23 août, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) l'un des fondateurs du mixeur de cryptomonnaies Tornado Cash, lui-même sanctionné en novembre 2022 [[Voir Flash Accents du 10 novembre 2022](#)], accusé d'avoir soutenu logistiquement des groupes de cyberattaquants nord-coréens.
- Le 23 août, le Département américain du Trésor a [étendu](#) le programme de sanctions en vigueur concernant la Birmanie au secteur du carburant pour l'aviation, en réponse aux frappes aériennes effectuées ces derniers jours par la junte militaire au pouvoir. En parallèle, le Trésor a sanctionné deux individus et une entité opérant dans ce secteur.
- Le 24 août, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) six citoyens rwandais et congolais accusés de contribuer à l'escalade du conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo.

## Climat - Énergie - Environnement

#### 5. Le Président Biden et ses administrations célèbrent le premier anniversaire de l'*Inflation Reduction Act*

Le 16 août, le Président Biden a [célébré](#) l'anniversaire de l'*Inflation Reduction Act* (IRA), qui, selon la Maison Blanche, représente l'investissement le plus important jamais réalisé dans le domaine des énergies propres et de l'action en faveur du climat (cf. point 9 s/retombées industrielles).

Le même jour, le *Department of Energy* (DoE) a [publié](#) une étude actualisée qui vient asseoir les annonces en matière de climat et de réduction de l'inflation. L'étude du DoE considère à la fois l'IRA et la *Bipartisan Infrastructure Law* (BIL). Le DoE estime que ces deux lois concourront à réduire les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis de 41 % par rapport aux niveaux de 2005, d'ici à 2030. Selon la Maison-Blanche, grâce aux mesures prises par les autorités fédérales et les mesures



supplémentaires prises par les États fédérés et les collectivités, ainsi que par celles du secteur privé, les États-Unis sont désormais sur la bonne voie pour atteindre l'objectif ambitieux du Président Biden : réduire les émissions de 50 à 52 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici à 2030 et atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Selon le DoE, IRA et BIL permettraient d'atteindre potentiellement 80 % d'électricité propre d'ici à 2030, tout en permettant de réduire les tarifs de l'électricité de 9 % et le prix de l'essence de 13 % d'ici à 2030.

Par ailleurs, le *Department of Interior* (DoI) a investi 2 Md\$ du programme « Investing in America » pour restaurer et protéger les terres et les masses d'eau des États-Unis. La *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA) a accordé 562 M\$, financés conjointement par l'IRA et la BIL, pour près de 150 projets dans trente États côtiers afin d'améliorer la résilience des collectivités au changement climatique. Le DoI a également octroyé plus de 514 M\$ pour faire face à la sécheresse historique qui sévit dans le bassin du fleuve Colorado.

## 6. L'EPA publie son plan quadriennal et affiche ses priorités

L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) ses initiatives pour 2024-2027. Ce plan quadriennal sélectionne des priorités en matière d'application de la législation. Il comprend des initiatives visant à atténuer le changement climatique, à lutter contre l'exposition aux PFAS (polluants éternels) et à protéger les communautés contre les cendres de charbon. L'EPA modifie également son initiative relative à la loi sur la qualité de l'air pour se concentrer sur les polluants atmosphériques toxiques. L'agence poursuit également l'initiative quant à la prévention des accidents chimiques qui a été lancée sous les administrations précédentes. Concernant le changement climatique, l'EPA indique qu'elle utilisera ses outils pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'agence indique qu'elle se concentrera sur trois points :

- (i) les émissions de méthane des installations pétrolières et gazières ;
- (ii) les émissions de méthane des décharges ;
- (iii) l'utilisation, l'importation et la production d'hydrofluorocarbures (HFC).

Concernant les substances chimiques per- et polyfluoroalkyles (PFAS), l'EPA indique qu'elle se concentrera sur la mise en œuvre de sa feuille de route stratégique spécifique au PFAS. L'agence souhaite rendre responsable les fabricants et utilisateurs de PFAS. Elle affirme qu'elle veillera à ce que ces entités identifient et caractérisent

correctement leurs rejets et la contamination, et qu'elles se conforment aux exigences environnementales actuelles et futures.

Concernant la réduction des polluants atmosphériques toxiques atmosphériques – en particulier, benzène, oxyde d'éthylène, et formaldéhyde – l'EPA indique qu'elle ciblera, étudiera et traitera les cas de non-respect des normes de traitement de l'air, en mettant l'accent sur les sources de polluants atmosphériques dangereux dans les collectivités déjà fortement touchées par les effets de la pollution.

Concernant la réduction des risques d'accidents chimiques, l'EPA souhaite réduire la probabilité de rejets chimiques catastrophiques et résoudre le problème des incidents chimiques évitables qui continuent de se produire aux États-Unis. L'EPA indique qu'elle a constaté un non-respect important de la part des entreprises qui manipulent des substances dangereuses et qu'elle ciblera les entreprises qui choisissent de ne pas se conformer aux exigences en matière de gestion des risques.

## 7. Les États-Unis, le Japon et de la Corée souhaitent approfondir leur collaboration sur la filière des minerais stratégiques

Sur les aspects énergétiques (cf. point 1 s/ aspects commerciaux), et outre la réunion annuelle des Chefs d'Etat, le partenariat trilatéral prévoit une réunion annuelle des Ministres de l'industrie. Ces réunions traiteront notamment de la coopération des financements relatifs à la neutralité carbone et aux chaînes d'approvisionnement dans l'Indopacifique. Entre autres, les trois pays s'appuieront sur le *Mineral Security Partnership* afin d'étendre leur collaboration sur les minerais critiques. Les trois pays indiquent qu'ils identifieront les produits et matériaux prioritaires, tels que les minerais critiques et les batteries, et qu'ils mettront en place des mécanismes pour partager rapidement des informations sur les perturbations de leurs chaînes d'approvisionnement. Pour ce faire, les États-Unis, le Japon et la République de Corée ont décidé de lancer un système d'alerte, notamment par le biais d'échanges d'informations dans un ensemble de pays sélectionnés.

## 8. L'administration fédérale apporte son soutien aux communautés touchées par les incendies à Hawaï

Le lundi 21 août, le Président Biden et la Première dame J. Biden se sont [rendus](#) dans l'État d'Hawaï. Au début du mois d'août, une série d'incendies a éclaté dans cet État, principalement sur l'île de

Maui. Ces incendies ont entraîné des évacuations et des dégâts considérables, tuant au moins 115 personnes alors que plus de 1 000 autres restent portées disparues.

Des dizaines de départements et d'agences fédérales, dont le département de la sécurité intérieure (FEMA et garde-côtes), la Défense (marine et armée), l'Agence de protection de l'environnement (EPA), travaillent avec l'État et les collectivités pour évaluer les besoins et fournir ressources et personnel afin de soutenir les interventions.

À ce jour, l'administration Biden a approuvé l'octroi d'une aide de près de 7 M\$ à près de 2 200 ménages.

La Sécurité intérieure a mis à la disposition des collectivités 50 000 repas, 75 000 litres d'eau, 5 000 lits de camp.

Le Ministère de l'énergie (DoE) a déployé des intervenants d'urgence pour soutenir la réponse fédérale aux incendies de Maui, il est en contact avec Hawaï Electric afin d'identifier et de répondre à tous les besoins énergétiques non satisfaits.

Plus de 600 personnes de la Défense et 140 personnes des garde-côtes participent à la réponse coordonnée à l'incendie de forêt. 450 membres d'équipes de recherche et de sauvetage sont également sur place.

## Industrie

### 9. La Maison-Blanche célèbre le 1<sup>er</sup> anniversaire de l'IRA

Le 16 août dernier, à l'occasion du 1<sup>er</sup> anniversaire de la promulgation de l'*Inflation Reduction Act* (IRA), [la Maison-Blanche a annoncé](#) que la loi avait déjà permis la création de plus de 170 000 emplois « bien rémunérés » dans le secteur des énergies propres, et devrait en créer 1,5 M dans les

dix prochaines années. Selon l'administration américaine, plus de 110 Md\$ d'investissements aux États-Unis auraient déjà été annoncés par les entreprises en une année, dont 70 Md\$ pour les véhicules électriques et les batteries et plus de 10 Md\$ pour la chaîne de valeur de la production de panneaux solaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Service économique régional de Washington

**Rédacteurs :** Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Washington.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'inscrire](#)